

## Economic Policy Reforms: Going for Growth - 2006 Edition

Summary in French

---

### Réformes économiques : Objectif croissance – Edition 2006

Résumé en français

#### Résumé

Au cours des deux dernières décennies, plusieurs pays de l'OCDE, tels que le Japon et certaines économies d'Europe continentale, ont vu leurs niveaux de vie perdre du terrain par rapport aux économies les plus dynamiques. Dans le même temps, le potentiel de croissance s'est amélioré dans d'autres pays de l'OCDE. Des enseignements peuvent être tirés de ces performances divergentes quant aux actions permettant le mieux d'encourager une croissance soutenue des niveaux de vie.

Le premier numéro d'*Objectif croissance*, publié il y a un an, a permis de mettre en évidence certains de ces enseignements. Il a inauguré une nouvelle forme de surveillance comparative, complétant les études par secteur et par pays réalisées depuis longtemps à l'OCDE. A partir d'indicateurs de la politique structurelle dont les liens avec la performance sont clairement avérés, et en tirant parti également de l'expertise accumulée par les comités et les experts de l'OCDE, une série de cinq recommandations d'action sont formulées pour chaque membre de l'OCDE.

Dans l'édition de l'an dernier, l'accent était mis essentiellement sur les marchés du travail et des biens et services. Dans cette deuxième édition, nous procédons au suivi des progrès réalisés dans ces domaines. En outre, le champ des indicateurs sous-tendant l'exercice de surveillance structurelle est élargi pour tenir compte des politiques qui stimulent l'innovation, reconnue depuis longtemps comme l'un des principaux moteurs de la croissance. Dans la même optique, bien que de façon plus exploratoire, la présente édition d'*Objectif croissance* étudie aussi la façon dont la réglementation des activités dans ce domaine influe sur la croissance économique. Enfin, un peu de recul est pris pour s'interroger sur l'étalon de mesure utilisé dans l'exercice de surveillance pour appréhender la réussite économique.

Le *chapitre 1* donne une vue d'ensemble des progrès réalisés par les pays au cours de l'année écoulée dans la mise en œuvre de mesures compatibles avec les priorités d'action identifiées dans l'édition 2005 d'*Objectif croissance*. Les principaux résultats de

l'examen des progrès réalisés dans les réformes des politiques visant à améliorer la productivité du travail et l'utilisation de main-d'œuvre sont les suivants :

Pour ce qui est de l'amélioration de la productivité de travail, des actions compatibles avec les priorités identifiées sont en cours ou ont déjà été menées dans les domaines de l'assouplissement des contrôles à l'entrée sur les marchés de produits et d'autres réglementations freinant la concurrence, du renforcement de la formation de capital humain et de la réforme de divers autres aspects influant sur la productivité du travail.

Pour ce qui est l'augmentation de l'utilisation de main-d'œuvre, dans la plupart des cas il n'y a pas eu de réformes allant dans le sens des priorités identifiées, en particulier pour les pays d'Europe continentale, et ce type de réformes n'est pas envisagé. Par exemple, peu d'actions ont été engagées pour réduire les prélèvements implicites encore importants qui pénalisent la poursuite de l'activité au-delà d'un certain âge, les coins fiscaux et les coûts salariaux minima. Une plus grande tendance à la réforme peut être observée dans le domaine des régimes d'invalidité et d'assurance maladie.

Cette vue d'ensemble est fondée sur des notes établies pour chaque pays de l'OCDE (et pour l'Union européenne dans son ensemble), qui donnent plus de précisions sur les progrès intéressant chacune des cinq priorités spécifiques (*chapitre 2*). Outre l'adoption de lois ou d'autres décisions concernant la mise en place des réformes, sont pris en compte les projets de réforme à un stade moins avancé, comme les mesures annoncées par les pouvoirs publics et les projets de loi présentés au parlement.

Le *chapitre 3* dresse un bilan comparatif entre les pays des efforts et des résultats en matière d'innovation ainsi que des principaux domaines d'action ayant une influence sur ces résultats. L'essentiel de l'amélioration des niveaux de vie matériels est imputable depuis longtemps à l'innovation, mais les résultats de l'investissement en innovation sont généralement très incertains et les avantages qui en découlent pour la collectivité dans son ensemble peuvent être supérieurs au rendement privé qu'en tirent les entreprises. Pour encourager l'innovation, les pouvoirs publics ont donc mis en place diverses mesures, notamment des aides financières directes en faveur de projets privés de R-D et le financement de la recherche dans les instituts publics. En outre, le droit des brevets et d'autres dispositions juridiquement exécutoires confèrent aux innovateurs, pendant une durée limitée, des droits exclusifs sur l'exploitation de leur innovation.

Depuis quelques années, la plupart des pays cherchent à améliorer l'efficacité de ces mesures et d'autres mécanismes afin de rendre les systèmes d'innovation plus efficaces. C'est dans cette perspective que les instruments de financement de la R-D ont été affinés et que des dispositions ont été prises pour renforcer les interactions entre les établissements publics de recherche et l'industrie.

L'analyse des principaux facteurs déterminants de l'innovation présentée dans le *chapitre 3* est utilisée pour élaborer une série de recommandations visant à renforcer l'innovation dans chacun des pays de l'OCDE. Ces recommandations concernant tous les pays de l'OCDE sont formulées dans des notes individuelles par pays présentées dans le *chapitre 4*. Nous avons suivi pour l'innovation la même démarche que celle appliquée pour les marchés du travail et les marchés des biens et des services : la mise en évidence de politiques déficientes, conjuguées à des résultats inférieurs à la moyenne en matière d'innovation ou à des faiblesses dans les déterminants immédiats de l'innovation (comme

les qualifications ou les conditions financières), permet d'identifier les réformes qui aideront à se rapprocher des meilleures pratiques.

L'analyse des résultats en matière d'innovation et des recommandations identifiées permet de répartir les pays en plusieurs catégories :

Les pays de tête, à savoir les pays nordiques, les Etats-Unis et le Japon. La plupart d'entre eux (à l'exception du Japon) ont enregistré des gains de productivité importants au cours de la dernière décennie. En outre, la plupart comptent de nombreux diplômés de l'enseignement supérieur. Cela étant, dans plusieurs d'entre eux, il est impératif de développer l'innovation dans les secteurs de services.

A l'autre extrémité, des améliorations dans le secteur de l'enseignement s'imposent en Europe du Sud et un renforcement de la concurrence sur les marchés de produits est requis en Europe centrale.

Au milieu se trouvent les pays anglophones autres que les Etats-Unis, où la performance en matière de productivité a généralement été bonne. Les pays en question doivent tous renforcer les liens entre la recherche publique et l'industrie.

Les autres pays – notamment la France et l'Allemagne - se situent en général au-dessus de la performance moyenne en matière d'innovation, mais doivent renforcer leur enseignement tertiaire. La plupart d'entre eux peuvent aussi améliorer l'efficacité-coût des mesures financières prises pour soutenir la R&D dans le secteur privé.

Le *chapitre 5* apporte quelques éclairages sur le lien entre la régulation des marchés financiers et la croissance économique. Les systèmes financiers se révèlent bien différents d'un pays de l'OCDE à l'autre pour ce qui est de leur taille globale, de leur structure ainsi que de l'intensité des pressions concurrentielles sur les marchés des services bancaires et des valeurs mobilières. Dans une certaine mesure, ces variations reflètent des différences entre les cadres réglementaires. En particulier, les réglementations qui maintiennent des obstacles excessifs à la concurrence dans le secteur bancaire, ou qui n'offrent qu'une protection insuffisante aux investisseurs sur les marchés de titres, contrarient le développement des systèmes financiers, ce qui se traduit par une croissance économique plus faible. En fait, le chapitre rend compte des résultats d'une analyse empirique faisant apparaître que les secteurs qui sont les plus tributaires du financement extérieur progressent plus rapidement dans les pays où la réglementation est plus favorable au développement financier.

Le *chapitre 6* cherche à savoir si le PIB par habitant est un bon indicateur du bien-être général. D'autres indicateurs reposant sur les comptes nationaux peuvent être considérés comme plus adéquats, mais ils ne sont pas aussi facilement disponibles et sont en tout cas étroitement corrélés au PIB dans la plupart des cas. Les exemples de calculs du PIB « élargi » prenant en compte le temps de loisirs, le partage des revenus au sein des ménages et les aspects distributifs montrent que le classement des pays sur la base de ces indicateurs et le classement sur la base du PIB par habitant sont généralement similaires. Globalement, le PIB par habitant reste essentiel pour toute évaluation du bien-être, mais il faut le compléter par d'autres indicateurs pour avoir une vision complète.

© OCDE 2006

La reproduction de ce résumé est autorisée à condition que le copyright de l'OCDE et le titre de la publication originale soient mentionnés.

**Les résumés multilingues sont des traductions d'extraits de publications de l'OCDE dont les versions originales sont publiées en anglais et en français**

**Ils sont disponibles gratuitement sur le site de la librairie en ligne de l'OCDE [www.oecd.org/bookshop/](http://www.oecd.org/bookshop/)**

Pour obtenir des informations complémentaires, contactez l'Unité Droits et Traductions,  
Direction des relations extérieures et de la communication.

[rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org)

Télécopie : +33 (0)1 45 24 13 91

OCDE/Unité Droits et Traductions (PAC)  
2 rue André-Pascal  
75116 Paris  
France

Visitez notre site : [www.oecd.org/rights/](http://www.oecd.org/rights/)

